

OTAN

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, plusieurs chefs de gouvernement ont soulevé la question de la détente de même que celle de la réduction mutuelle progressive des forces. J'en ai parlé moi-même dans mes observations. Je signale que la réunion de Bruxelles n'avait pas été préparée ou convoquée de façon à pouvoir discuter d'un aspect ou d'un autre de la détente ou de la réduction mutuelle des forces. L'horaire lui-même ne tenait pas compte de ces deux objectifs. C'est la raison pour laquelle le gouvernement canadien, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures et moi-même, avons quelques réserves sur la date de la dernière réunion. A notre avis, les progrès auraient pu être plus grands si la période de préparation avait été plus longue.

Ce n'est pas pour dire que nous n'étions pas prêts à y aller. En fait, nous y sommes allés. Nous discutons simplement de la façon la plus efficace de tenir les réunions. Ce fut également l'essentiel de mes interventions sur la fréquence des réunions entre chefs de gouvernements. Je ne préconiserais pas de telles rencontres si elles consistaient simplement à s'asseoir autour d'une table et à se lire mutuellement, des discours. Je crois qu'il faudrait que ces rencontres soient plus étoffées. Voilà pourquoi j'ai abordé la question. C'est aussi pourquoi j'ai proposé d'accroître le nombre des réunions et que j'avais hésité sur la date précise de la dernière réunion qui vient d'avoir lieu.

Pour ce qui est de l'essentiel des entretiens sur la détente, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures pourra sûrement donner plus de détails à un autre moment. Le chef de l'opposition vient d'énoncer en réalité la politique qui a été celle du gouvernement canadien et qui a fait notre réputation. En langage technique, il y a ce qu'on appelle la troisième corbeille, celle qui nous a permis d'insister que la détente devait aller de pair avec le libre mouvement des peuples et des idées ainsi que l'échange d'informations entre les deux blocs et qu'une détente simplement militaire ne serait pas suffisante. Nous insistons sur cette troisième corbeille. Sous ce rapport, on me dit que des progrès sont réalisés. Je rappelle à l'honorable représentant que telle a été la position du Canada depuis le début. Nous avons rallié beaucoup d'appui. Notre position reste inchangée. Cela répond, je crois, aux questions qui m'ont été posées.

M. Brewin: Monsieur l'Orateur, comme de député d'Oshawa-Whitby l'a signalé, le premier ministre n'a pas traité dans sa déclaration sur l'OTAN du type de contribution militaire que le Canada compte apporter. Je lui pose donc la question suivante: Le Canada envisage-t-il de continuer à jouer son rôle en première ligne du front central en Europe, ce qui, de toute évidence, entraînerait de très fortes dépenses pour des équipements neufs, ou le Canada envisage-t-il de contribuer à un contingent mobile qui serait utilisé sur les flancs des forces de l'OTAN qui sont, paraît-il, fort vulnérables en ce moment?

M. Trudeau: Monsieur l'Orateur, la revue de la structure de la défense à laquelle j'ai fait allusion dans ma déclaration et, en fait, à Bruxelles, a effectivement pour but d'assurer que notre contribution militaire soit efficace

[M. Stanfield.]

tout en étant raisonnable du point de vue économique. Comme je l'ai dit sans ambages aux autres participants, notre revue de la défense n'est pas encore terminée. Je ne pourrais répondre au type de question que me pose le député.

Ils m'ont effectivement fait voir quel genre de structure ils aimeraient voir établir. Je leur ai signalé que le Canada s'était fixé toute une liste de priorités et qu'il s'efforcera de rendre sa structure de défense aussi efficace que possible compte tenu de ces priorités. Je leur ai néanmoins assuré—ce qui, sauf erreur, ne sera pas du goût du Nouveau parti démocratique—que notre adhésion politique à l'OTAN demeurerait inflexible, que nous n'avions pas l'intention de nous en dissocier politiquement, et que nous n'avions pas non plus l'intention de réduire notre apport militaire. Je me rends compte que cette position n'est pas celle du député d'Oshawa-Whitby. Sans doute ignore-t-il que tous les chefs socialistes que j'y ai rencontrés souhaitaient le contraire, notamment le premier ministre de Grande-Bretagne, le premier ministre des Pays-Bas...

M. Broadbent: Vous êtes-vous rendu en Suède?

M. Trudeau: ... le premier ministre de la République fédérale d'Allemagne. À dire le vrai, c'est la position même que m'a semblé adopter le gouvernement du Portugal au sein duquel, sauf erreur, le député voudrait bien voir jouer aux socialistes un rôle qui ne soit pas que marginal. Je me rendrai volontiers en Suède. S'il veut m'en croire, le député aurait sans doute avantage à s'y rendre lui aussi pour y rencontrer ses amis socialistes.

[Français]

M. Laprise: Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au très honorable premier ministre si, au cours de cette réunion des chefs d'État des pays membres de l'OTAN, on a discuté des contributions non seulement du Canada, mais de chaque pays membre à l'OTAN, et est-ce que le premier ministre a lui-même pris des engagements au nom du Canada, et peut-il en faire part à la Chambre?

M. Trudeau: Monsieur le président, je remercie l'honorable député de sa question, ainsi que du sérieux du commentaire qu'il a fait au début de cette période, sérieux qui, à mon avis, tranche un peu sur l'attitude des chefs des autres partis. Je voudrais dire en réponse directe à sa question que la discussion précise qu'il demande n'a pas été soulevée à la rencontre où j'assistais. Les ministres de la défense des pays de l'OTAN avaient discuté ce genre de problèmes avec quelques détails, une ou deux semaines plus tôt. En somme, monsieur le président, la position canadienne est à l'effet que nous sommes en train de faire une étude de la façon la plus efficace pour donner notre apport à l'OTAN. Donc, il est possible que nous changions les modalités de la participation. Mais pour ce qui est des fonds, de notre engagement politique et militaire à l'OTAN et de notre désir d'assurer que notre participation militaire soit maintenue, au moins au niveau actuel, sur cela, je n'ai laissé planer aucun doute, et j'ai donné l'assurance du gouvernement du Canada que cela serait là notre façon de participer.